

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :  
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10<sup>e</sup>)  
C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par  
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :  
France et Colonies : 6 mois, 140 fr.; 1 an, 280 fr.  
Autres pays : 6 mois, 190 fr.; 1 an, 380 fr.

## Alerter aux libertés syndicales!

### GRÈVES et crise d'autorité

TOUTE la presse des partis politiques et des puissances d'argent s'est emparée du prétexte « grève des cheminots » pour lancer un cri d'alarme, au nom de la prétendue « démocratie ».

« L'autorité de l'Etat est en péril », nous dit-on, et cette autorité s'avère illusoire dans la mesure même où l'autorité du syndicalisme (il s'agit, bien entendu, du syndicalisme officiel) est ébranlée, méconnue, voire ouvertement niée.

Niée, certes. Mais par qui ? D'aucuns ont voulu inventer, pour expliquer les récents événements, une autorité de rechange, un Etat dans l'Etat, un « chef d'orchestre invisible ». On a parlé, dans « France-Soir », des « cadres trotskystes de la C.N.T. » — cadres dont l'effectif serait de 120.000 hommes pour la seule région parisienne (!) — comme de la nouvelle autorité substituée à l'ancienne dans la formation d'un « complot » qui frappa la S. N. C. F. d'une semaine d'immobilité. Cette nouvelle sensationnelle fait hausser les épaules. Tous les ouvriers connaissent les dimensions réelles de la secte trotskyste et son hostilité foncière pour le syndicalisme libertaire de la C.N.T.; sans parler de l'incapacité congénitale de tout parti politique à monter une grève par ses propres forces et pour ses propres besoins. Quant à la C. N. T. elle-même, championne de l'autonomie ouvrière, du fédéralisme et de l'action directe par la base, elle représente une force morale qui s'est affirmée dans le conflit, mais non pas un Etat-Major imposant ses directives. Et ceux qui veulent expliquer la grève des cheminots par des ordres donnés d'en haut, selon un plan, sont condamnés à ne rien comprendre aux événements que nous vivons.

Que s'est-il donc passé ? Chacun le sait.

Les faits sont là, que nous indiquions dans notre dernier édito : une unité n'a jamais existé, celle des travailleurs de la R. A. S. T. est déclinée par la seule force de l'exemple, par la seule volonté des exploités, hors des cadres bureaucratiques des grandes Confédérations peuplées au maintien de la discipline ouvrière et investies de la représentation parlementaire des intérêts ouvriers. Des discussions sont engagées entre le gouvernement Ramadier et l'appareil politico-syndical « jaune » imposé aux masses. Mais elles se sont poursuivies dans le vide, ni l'un ni l'autre des négociateurs en présence ne pouvant se faire entendre des forces populaires affamées et lassées de promesses.

### DÉFENDONS nos droits syndicaux !

LES puissants du jour n'ont pas mis longtemps à révéler leurs véritables intentions à l'égard de ces droits acquis par plusieurs générations de travailleurs en marche vers leur libération sociale. Il aura suffi de quelques remous sociaux venant rieder la monotonie des temps, pour que jouent les procédés de séduction imaginés par la classe dominante.

La « Constitution », si péniblement votée d'ailleurs, a bien semblé garantir les libertés syndicales. Les politiciens, devant le peu d'enthousiasme des électeurs, s'étaient trouvés dans l'obligation de « roser » les promesses de M. Ramadier (nouvelle formule) de manière à la rendre plus acceptable. Mais les conditions restrictives ajoutées tout de suite après la reconnaissance des droits syndicaux (à exercer « dans le cadre des lois votées par les parlements ») rendait ceux-ci illusoires.

Nous le voyons bien actuellement !

La grève des cheminots a posé pour la bourgeoisie le grave problème de sa sécurité. Ses premiers réflexes de défense se sont concrétisés par le dépôt d'un projet de loi mettant en cause le droit de grève de toute une catégorie de travailleurs. Simple coup de sonde, premier pas tenté vers des mesures qui pourraient se généraliser si le monde du travail ne réagissait pas aussitôt contre cette atteinte à ses droits les plus nécessaires.

SUITE PAGE 4.

La grève a trouvé son point de départ dans l'initiative de quelques comités jadis spontanément du désir d'action des travailleurs et qui échappaient au contrôle des « pouvoirs réguliers ». Et elle s'est étendue par l'esprit de solidarité revendicative, sans aucune formalité de délégation électorale. Celui qui voulait agir le démontrait par l'action même. Il prenait ses propres responsabilités, au lieu de recourir au bulletin de vote et de remettre à « qui de droit » le pouvoir de lier et de délier, de commander et d'exploiter, bref d'interpréter et de saboter selon des intérêts de caste, l'intérêt du mandataire réduit à l'état de simple instrument.

La victoire obtenue par les travailleurs reste partielle, et à certains égards, matériellement dérisoire. Mais elle n'a pu leur être ravie, ni par Tournemaine et Crapier, ni par les « communistes de gouvernement » avides de reconquérir des portefeuilles, ni par les représentants directs du patronat étatisé.

Et c'est là ce qui motive, d'un bout à l'autre de l'éventail politique, cette levée de boucliers. De « l'Epoque » à « l'Humanité », tout le monde réclame un statut du syndicalisme dans l'Etat, de façon à prêter main-forte à la bonzocratie syndicale contre « l'indiscipline ouvrière ». Pour la première fois, le syndicalisme de la C. G. T. est unanimement reconnu comme le pilier fondamental de l'ordre social existant, et le comité de grève ou d'action directe formé et contrôlé par la base est unanimement dénoncé comme l'ennemi public numéro un de tous les « intérêts acquis », de toutes les « compétences reconnues ».

Jamais l'anarchisme n'a remporté pareille victoire de principe, depuis les heures de fièvre et d'espérance de 1936. Et jamais il ne s'est plus clairement imposé comme le fondement d'un ordre social nouveau !

Or, cette absence de violence et de désordre, plus encore que le drapeau noir arboré à Villeneuve-Triage, a ébranlé l'autorité du gouvernement et de la C. G. T., en démontrant que l'autorité était inutile.

Inutile — non parce que remplacés par celle d'une instance inconnue, politique ou syndicale, qui aurait maîtresse dans les coulisses les masses inconscientes des cheminots ; mais inutile parce que, dans la grève du Rail, comme dans la grève Renault, s'est affirmée la capacité d'émancipation des travailleurs eux-mêmes.

Car la seule voix qui fut écoutée avec respect et sympathie, ne fut pas celle des orateurs professionnels de parti ni des permanents grassement appointés par les fédérations syndicales ; ce fut la voix de l'action exemplaire, collective, des élites obscures, des minorités agissantes. Naguère le secteur Collas, aujourd'hui la gare de Villeneuve, ont été les initiateurs et, par cela même, les guides naturels du mouvement ouvrier. Et toute la force, la ruse, la puissance et la richesse des pouvoirs politiques et syndicaux organisés pour la conservation du capitalisme n'ont pas été de trop pour arracher aux travailleurs eux-mêmes la direction de leur propre lutte. Une fois de plus, il a fallu, pour terminer la grève, faire droit aux revendications de la base, au moins partiellement.

Les quelques avantages que les travailleurs ont obtenus, ils ne le doivent donc en aucune façon à leurs mandataires politiques et syndicalistes de la bonzocratie et du gouvernement. Et cela, ils le savent. La grève a été la crise d'autorité qui ébranle la C. G. T. et le gouvernement.

Comment cette crise sera-t-elle dénouée ?

Soit prétendus démocrates exigent que soit déclarée illégale toute grève non votée, au bulletin secret dans les assemblées syndicales, par la majorité absolue des travailleurs.

SUITE PAGE 2.

L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre.  
Eliase RECLUS.

### TANDIS QUE LES BLOCS ANGLO-SAXON ET RUSSE ENRÉGIMENTENT LES MOUVEMENTS OUVRIERS

## L'Internationale anarchiste organise la troisième force

LES événements confirment avec une régularité quotidienne ce que nous n'avons cessé de prédire depuis l'armistice : les grandes puissances se préparent fiévreusement pour un nouveau conflit mondial.

Pour l'impérialisme russe, il s'agit d'assimiler au gigantesque appareil d'Etat soviétique les économies locales des nations satellites : Finlande, Pologne, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Yougoslavie, Albanie. Main-d'œuvre, matières premières, industries transformatrices, unies à celles de l'Allemagne, de l'Est d'ores et déjà colonisées, viendront apporter un complément de puissance à l'industrie lourde russe en pleine reconstruction.

Du côté américain, le but est d'occuper autant que possible toutes les positions rendues vacantes par l'affaiblissement ou la disparition des anciennes puissances ouest-européennes : Grande-Bretagne, France, Allemagne.

Car le monde n'est plus l'Europe. Notre continent périodique, vieux quartier d'une cité nouvelle. Que ce soit en Amérique du Sud, en Extrême-Orient, aux Indes ou dans les pays arabes, il n'est plus un problème qui ne soit dominé par le conflit entre Américains et Russes.

Electrons présidentiels au Chili, manœuvres de Peron en Argentine, révolution de l'Etat en Bolivie, guerre en Mandchourie, émeutes en Corée, agitation politique aux Indes, troubles en Iran, complots en Hongrie, fin du tripartisme en Italie, vague d'anticommunisme aux Etats-Unis, tentatives de Thorez pour rentrer au gouvernement à la faveur du mécontentement ouvrier en France, tous ces événements doivent être interprétés en fonction du duel Truman-Staline.

Et c'est ainsi que, dans la guerre la-tente d'Etat contre le grand public, il est certain que la puissance des deux meneurs de jeu serait ramenée à ses exactes proportions par le refus des peuples à suivre leurs manœuvres. Le drame réside précisément dans le fait que l'effort principal des services américains et russes porte sur le camouflage pacifiste et humanitaire, démocratique et socialiste de leurs buts véritables, alternant avec l'utilisation des puissances populaires nationalistes et patriotiques. Toute politique, ainsi

bas à ceux d'un haut la trouve prête à l'action, prête à ouvrir les yeux des serviteurs inconscients des impérialismes, prêts à rendre foi et espoir à la classe ouvrière.

Travailleurs, nous ne serons, ni les Sénégalais de Staline, ni les Sénégalais de Truman. Nous chasserons des manœuvres et des mercenaires de Wall Street et du Kremlin les bellicistes et les pacifistes « russes ». Nous proliférons, autour de l'idée fédéraliste et prolétaire, la nouvelle résistance des peuples, résistants à tous les militarismes, à toutes les xénophobies.

Nous réaffirmerons la véritable Internationale, celle des opprimés du monde contre leurs oppresseurs — quels qu'ils soient.

S. PARANE.

De nouveau, la guerre cache sa face hideuse derrière l'écran de fumée des belles paroles.

Quand Truman nomme les cinq libertés, il sait bien qu'il provoquera des échos parmi les populations laborieuses, prompts à s'enflammer pour des devises qui furent les leurs à travers tous les longs passés de lutte. Quand Staline agit les mots de socialisme et de démocratie sociale, il entend rallier tous ceux qui croient encore et toujours à l'émancipation des travailleurs.

Politiquement, il n'y a là qu'un slogan d'agitation, valable pour une couche déterminée des peuples qu'il y a lieu d'asservir. Pour d'autres éléments sociaux, on choisira d'autres formules éprouvées qui appellent pensivement, les ligions orthodoxes, indépendance nationale, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, marché libre, hauts salaires, etc. Et, au besoin, on insèrera de nouveaux mythes.

Au Royaume du mensonge

La dégénérescence des cadres ouvriers — corrompus par des dizaines d'années de pratique parlementaire, de réformisme bureaucratique, de soif de pouvoir, de mépris de la masse, d'adoration d'un César ou d'un tribun — facilite considérablement l'utilisation des mouvements ouvriers par les machines mises en place par Washington ou Moscou.

Tournez-vous vers la conférence internationale de Zurich et vous verrez que

entre Buenos-Aires et Washington n'ont fait dégrader F.O.R.A., fédération anarcho-syndicaliste, de sa ligne de combat. En Bulgarie, ni les slogans de Dimitroff, ni les chants de sirène de l'ambassadeur américain, n'ont pu empêcher nos camarades de manifester la constance du mouvement libertaire. En Espagne, seules la F.A.I. et la C.N.T. ont refusé de participer aux mille et des combinaisons, entre monarchistes soutenus par Londres, républicains bannis par Washington et négriers protégés par Moscou. Elles conservent les pieds solidement plantés au sol des réalités ouvrières ; elle tiennent leurs regards fixés sur l'étoile de l'émancipation socialiste ; elles ne noncent l'illusion politicienne ; sous toutes les formes que prend ce Protée insaisissable, pour égarer les peuples sur le chemin de la mort.

Et partout, dans le monde, en Angleterre, en Italie, au Chili, en Suède, en France, aux Etats-Unis, nombreux ou solitaires, légaux ou clandestins, puissants ou persécutés, les groupes et les mouvements anarchistes luttent pour rendre consciente aguerrie cette troisième force que les impérialismes tentent de démanteler, sans laquelle ils ne peuvent rien, mais qui seule peut décider de l'avenir du monde et qui peut, seule, briser les patients échafaudages des appareils de propagande.

Echec à la guerre !

La guerre n'est pas possible sans la classe ouvrière. Aucun mouvement politique, aucun régime, aucun régime ne peuvent se concevoir sans la participation ou l'accord des travailleurs. C'est pourquoi l'Internationale anarchiste, héritière et gardienne des traditions révolutionnaires du prolétariat, vit et veut triompher.

Chaque conflit qui oppose ceux d'en bas à ceux d'en haut la trouve prête à l'action, prête à ouvrir les yeux des serviteurs inconscients des impérialismes, prêts à rendre foi et espoir à la classe ouvrière.

Travailleurs, nous ne serons, ni les Sénégalais de Staline, ni les Sénégalais de Truman. Nous chasserons des manœuvres et des mercenaires de Wall Street et du Kremlin les bellicistes et les pacifistes « russes ». Nous proliférons, autour de l'idée fédéraliste et prolétaire, la nouvelle résistance des peuples, résistants à tous les militarismes, à toutes les xénophobies.

Nous réaffirmerons la véritable Internationale, celle des opprimés du monde contre leurs oppresseurs — quels qu'ils soient.

S. PARANE.

De nouveau, la guerre cache sa face hideuse derrière l'écran de fumée des belles paroles.

Quand Truman nomme les cinq libertés, il sait bien qu'il provoquera des échos parmi les populations laborieuses, prompts à s'enflammer pour des devises qui furent les leurs à travers tous les longs passés de lutte. Quand Staline agit les mots de socialisme et de démocratie sociale, il entend rallier tous ceux qui croient encore et toujours à l'émancipation des travailleurs.

Politiquement, il n'y a là qu'un slogan d'agitation, valable pour une couche déterminée des peuples qu'il y a lieu d'asservir. Pour d'autres éléments sociaux, on choisira d'autres formules éprouvées qui appellent pensivement, les ligions orthodoxes, indépendance nationale, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, marché libre, hauts salaires, etc. Et, au besoin, on insèrera de nouveaux mythes.

Au Royaume du mensonge

La dégénérescence des cadres ouvriers — corrompus par des dizaines d'années de pratique parlementaire, de réformisme bureaucratique, de soif de pouvoir, de mépris de la masse, d'adoration d'un César ou d'un tribun — facilite considérablement l'utilisation des mouvements ouvriers par les machines mises en place par Washington ou Moscou.

Tournez-vous vers la conférence internationale de Zurich et vous verrez que

entre Buenos-Aires et Washington n'ont fait dégrader F.O.R.A., fédération anarcho-syndicaliste, de sa ligne de combat.

En Bulgarie, ni les slogans de Dimitroff, ni les chants de sirène de l'ambassadeur américain, n'ont pu empêcher nos camarades de manifester la constance du mouvement libertaire. En Espagne, seules la F.A.I. et la C.N.T. ont refusé de participer aux mille et des combinaisons, entre monarchistes soutenus par Londres, républicains bannis par Washington et négriers protégés par Moscou. Elles conservent les pieds solidement plantés au sol des réalités ouvrières ; elle tiennent leurs regards fixés sur l'étoile de l'émancipation socialiste ; elles ne noncent l'illusion politicienne ; sous toutes les formes que prend ce Protée insaisissable, pour égarer les peuples sur le chemin de la mort.

Et partout, dans le monde, en Angleterre, en Italie, au Chili, en Suède, en France, aux Etats-Unis, nombreux ou solitaires, légaux ou clandestins, puissants ou persécutés, les groupes et les mouvements anarchistes luttent pour rendre consciente aguerrie cette troisième force que les impérialismes tentent de démanteler, sans laquelle ils ne peuvent rien, mais qui seule peut décider de l'avenir du monde et qui peut, seule, briser les patients échafaudages des appareils de propagande.

Echec à la guerre !

La guerre n'est pas possible sans la classe ouvrière. Aucun mouvement politique, aucun régime, aucun régime ne peuvent se concevoir sans la participation ou l'accord des travailleurs. C'est pourquoi l'Internationale anarchiste, héritière et gardienne des traditions révolutionnaires du prolétariat, vit et veut triompher.

Chaque conflit qui oppose ceux d'en bas à ceux d'en haut la trouve prête à l'action, prête à ouvrir les yeux des serviteurs inconscients des impérialismes, prêts à rendre foi et espoir à la classe ouvrière.

Travailleurs, nous ne serons, ni les Sénégalais de Staline, ni les Sénégalais de Truman. Nous chasserons des manœuvres et des mercenaires de Wall Street et du Kremlin les bellicistes et les pacifistes « russes ». Nous proliférons, autour de l'idée fédéraliste et prolétaire, la nouvelle résistance des peuples, résistants à tous les militarismes, à toutes les xénophobies.

Nous réaffirmerons la véritable Internationale, celle des opprimés du monde contre leurs oppresseurs — quels qu'ils soient.

S. PARANE.

De nouveau, la guerre cache sa face hideuse derrière l'écran de fumée des belles paroles.

Quand Truman nomme les cinq libertés, il sait bien qu'il provoquera des échos parmi les populations laborieuses, prompts à s'enflammer pour des devises qui furent les leurs à travers tous les longs passés de lutte. Quand Staline agit les mots de socialisme et de démocratie sociale, il entend rallier tous ceux qui croient encore et toujours à l'émancipation des travailleurs.

Politiquement, il n'y a là qu'un slogan d'agitation, valable pour une couche déterminée des peuples qu'il y a lieu d'asservir. Pour d'autres éléments sociaux, on choisira d'autres formules éprouvées qui appellent pensivement, les ligions orthodoxes, indépendance nationale, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, marché libre, hauts salaires, etc. Et, au besoin, on insèrera de nouveaux mythes.

Au Royaume du mensonge

La dégénérescence des cadres ouvriers — corrompus par des dizaines d'années de pratique parlementaire, de réformisme bureaucratique, de soif de pouvoir, de mépris de la masse, d'adoration d'un César ou d'un tribun — facilite considérablement l'utilisation des mouvements ouvriers par les machines mises en place par Washington ou Moscou.

Tournez-vous vers la conférence internationale de Zurich et vous verrez que

## L'Etat patron c'est, tôt ou tard, L'Etat totalitaire

### L'ÉTAT contre la Nation

ES grèves récentes des cheminots, des gaziers, des électriciens et même celle de la région Renault, ont éclairé crûment un fait prévisible et prévu : l'immense danger que représentent les nationalisations pour la classe ouvrière.

La tendance totalitaire de l'Etat-patron, est apparue dans les discours du président du Conseil, un socialiste ; et dans ceux des ministres du Travail et des Travaux publics, également socialistes. Cette tendance, d'une logique incoercible, s'explique ainsi :

« Les ouvriers des industries nationalisées ne travaillent plus pour le profit capitaliste, mais pour la nation. Il est donc inadmissible qu'ils fassent grève, car la nation tout entière en souffrirait ».

C'est la condamnation du droit de défense de chaque travailleur, condamnation que l'on a commencé à rendre effective en anticipant la mobilisation des travailleurs du gaz et de l'électricité.

L'Etat, devenu à la fois le grand employeur et le grand régulateur des conflits du travail, utilise à son profit son pouvoir d'arbitrage, et ne tolère point que ce pouvoir soit contesté. Il est juge et partie — et comme juge ne peut admettre aucune entrave à son autorité. D'où la limitation, puis la suppression du droit de grève, et la mise en tutelle des organisations ouvrières en Russie, en Italie, Allemagne, Autriche, Portugal, Espagne, France, etc.

Le tout au nom de cette fiction juridique que l'Etat, c'est la nation elle-même.

« Philosophiquement, théoriquement, dialectiquement, l'Etat est la somme des volontés composant une nation », disait Hegel, « L'Etat ne peut donc aller contre la nation, puisqu'il en est la fois l'incarnation et l'émancipation. Il ne peut le léser, puisque ce serait se léser lui-même. Et qui désobéit à l'Etat ou s'insurge contre lui, nuit à la nation, c'est-à-dire à l'ensemble des habitants du pays ».

Voilà où nous conduit le délire dialectique d'un philosophe obsédé de la sophistique des politiciens intoxiqués d'autoritarisme : « La volonté de l'Etat est sacrée, car c'est la volonté de tous ».

Mais, contre cette affirmation abstraite, les faits se dressent d'eux-mêmes.

La raison d'Etat, invoquée par M. Ramadier, les bellicistes et les pacifistes, les syndicalistes de la C.G.T. et ceux de la Confédération française des travailleurs chrétiens, désapprouvée par la mobilisation des travailleurs du gaz et de l'électricité. Cela fait de sept à huit millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens.

Les paysans et les artisans, qui composent la moitié des habitants actifs

de ce pays, sont hostiles à toute intervention de l'Etat dans la vie économique.

Les commerçants aussi.

Où est donc la nation française que l'Etat prétend incarner ?

L'Etat n'incarne pas la nation, mais hypostase la volonté commune des ministres, des politiciens, des hauts fonctionnaires, qui sont momentanément les maîtres de la nation et les patrons des grandes masses ouvrières. Il n'est que la concrétion des intérêts, politiques et matériels d'hommes, placés à sa tête et dans ses rouages les plus importants, et qui se reconnaissent mutuellement comme « compétences ».

Or, ces hommes parlent du haut de la tribune du parlement et du gouvernement ; ils ont une presse ; ils font et interprètent les lois ; ils appliquent les mesures qu'il leur plaît, avec de puissants moyens de coercition : police, magistrature, armée, prisons ; ils disposent d'énormes ressources budgétaires ; ils peuvent nous prendre au ventre, limiter ou supprimer le droit de réunion, d'association, de protestation, et ne tolèrent pas de plus en plus les centralismes de l'Etat. Ils sont de plus en plus maîtres de la nation.

Et de plus ils deviennent employeurs universels de la force de travail des Français !

L'Etat, c'est eux ! Et, pour eux, l'Etat se confond avec le pays. Les quarante et un millions d'habitants qui, en France vivent, mangent, boivent, dorment, travaillent, rient, pleurent, chantent, se disputent, s'amusent ; ceux qui ont fait, ceux qui naissent, ceux qui meurent ; toutes ces individualités aux multiples besoins, à l'activité multiforme ne sont plus « politiquement » qu'un vague magma que l'homme d'Etat traite en bloc. Ce sont des citoyens ? Non, même plus. De la main-d'œuvre.

Seuls comptent les rires de commande que manie le dirigeant à la fois patron et bureaucrate, la machine qu'il dirige, le but qu'il poursuit, à tel ou tel souverainement sur de soi.

Il a fallu la grève des cheminots pour que la plupart des habitants de ce pays apprennent qu'une éponge ou le kilo de viande coûte trois cents francs, un complet au minimum huit mille, bon nombre des travailleurs des chemins de fer gagnent 4.500 et 5.000 francs par mois.

Cela, l'Etat n'en a cure. « Ferroviairement », la nation, ce ne sont pas les chemins. Ce sont des wagons, des statistiques, des graphiques, des kilomètres de tonnes-marchandises, des kilomètres de voyageurs ! Le trafic, la grâce au travail des hommes, à la sueur des hommes, à l'intelligence des hommes, et bon nombre d'entre eux crévent de faim avec leur famille.

Il ne reste qu'une solution, c'est d'acheter aux Américains cette quantité de blé qui va nous faire défaut. La parole est à nos gouvernements. Nous sommes dans l'expectative, ou achetons, créver. Acheter ? Le blé étranger après avoir vendu bon marché celui de nos récoltes !

Le gouvernement est responsable, parce qu'il n'a pas été capable de faire une « politique » du blé rationnelle, et qu'il n'a pas su conserver un stock. Il a gâché même le blé destiné à être envoyé à l'étranger en le laissant pourrir dans les ports (comme c'est le cas au Havre) ; ailleurs, le blé a germé sur les lieux de stockage, et l'Etat en a fait de l'alcool, qu'il a revendu.

Il faut, si nous ne voulons pas crever de faim, imposer à nos gouvernements, par des manifestations de consommateurs, l'achat massif de blé. Si le sacrifice des budgets inutiles ou bien-être du peuple — militarisme, police et bureaucratie — paraît trop lourd à nos « maîtres » les dirigeants, eh bien, nous devons les supprimer nous-mêmes. Et les incapables et les parasites s'en aillent et, au lieu de prêcher la production, qu'on envoie ministres et députés à la charnue !

Mais qu'a fait le gouvernement pour pallier cette pénurie ? Rien, sinon des discours ! Il a incité les paysans à semer du blé de printemps ; seulement, les blés d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,

le blé d'ensemencement sont arrivés trop tard ; et puis le « Manitoba » n'est pas très productif. Sur le sol français,











# F. A. F.

## Fédération Anarchiste Française

Les réunions annoncées ci-dessous sont ouvertes aux sympathisants.

1<sup>re</sup> REGION

**Maubeuge.** — Réunion interrompue le 4<sup>e</sup> samedi du mois. Pour adhésions, etc., s'adresser au « Lib. » qui transmettra.

2<sup>e</sup> REGION

**Paris 1<sup>er</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>.** — Réunion et causerie le 20 juin, de 20 h. à 22 h. 30, 47, rue de la Victoire (Métro : Chaussée d'Antin).

**Paris 1<sup>er</sup> et 11<sup>e</sup>.** — Causeries-discussions les vendredis à 20 h. 30, S.G.C. Palais de la Mutualité, 20 juin : « Pour ou contre l'organisation ? » ; 27 juin : « Nations et frontières des grèves actuelles ? ».

**Paris 15<sup>e</sup>.** — Réunions les lundis, 21 h., 44, rue du Docteur-Roux.

**Paris 17<sup>e</sup>.** — Réunion vendredi 20 juin, 20 h. 30, salle Le Balazyn, 79, avenue de Saint-Ouen (18<sup>e</sup>).

**Paris 19<sup>e</sup>.** — Conférence par Chéry : « L'égalité économique », vendredi 27 juin, 20 h. 30, à la Chope du Combat, 12, du Colonel-Fabien.

**Paris 20<sup>e</sup>.** — Conférences : « La Fédération Anarchiste », vendredi 27 juin, 20 h. 30, salle des Prévoyants, 279, rue des Pyrénées.

**Asnières.** — Réunions les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis du mois, la prochaine le 26 juin, 20 h. 30, café-tabac, place de la Comète.

**Blanc-Mesnil.** — Réunions les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois, 21 h., 30, Café Trompette, face au stade. Sympathisants invités.

**Carrières.** — Réunion le 1<sup>er</sup> dimanche du mois, 16 h. 30, salle des Corporations, mairie.

**Courbevoie.** — Réunions les 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis du mois, 21 h., au 38, rue de Metz, sous-sol des écoles.

**Colombes.** — Réunion vendredi 20 juin, 21 heures. Présence indispensable.

**Montreuil-Bagneux.** — Réunion les mercredis à 20 h. 30, Café du Grand-Cerf, 71, rue de Paris, Montreuil (Métro : Robespierre). Mercredi 15 juin, assemblée générale, présence indispensable.

**Mulhouse.** — Ecrire au « Lib. » qui transmettra les adhésions au groupe.

3<sup>e</sup> REGION

**Finistère.** — Ecrire à Le Lann Auguste, 7, rue Lévy, Brest.

**Pornichet.** — Causeries-discussions, vendredi 20 juin : « La production coloniale », vendredi 11 juillet : « L'éducation sexuelle de l'enfance ».

**Nantes.** — Permanence et réunion le vendredi de 18 h. 30 à 20 h., 33, rue Jean-Jaures.

**Tours.** — Ecrire au « Lib. » qui transmettra. Appel est fait aux sympathisants et lecteurs.

4<sup>e</sup> REGION

**Bourg.** — Permanence le samedi de 17 h. 30 à 20 h., chez Boulay-Benjamin, 83, boulevard de Brou.

**Serbouze-sur-Vienne.** — S'adresser à Savin, Serbouze.

7<sup>e</sup> REGION

**Clermont-Ferrand.** — Permanence tous les mercredis et samedis, de 20 à 22 h., 9, rue de l'Ange.

**Thiers.** — Permanence tous les mardis, 57, rue Mancel-Chabot, Correspondance Du-gue Remy, aux Eclairiers, Thiers.

8<sup>e</sup> REGION

**Intergrupe.** — La Comité Intergrupe de la 8<sup>e</sup> Région se réunit le dimanche 6 juillet, à 10 h., au 60, rue Saint-Jean, à Lyon.

Ordre du jour : 1<sup>er</sup> Comité Intergrupe d'Action ; 2<sup>e</sup> Compte rendu financier ; 3<sup>e</sup> Préparation d'une tournée de conférences pour octobre ; 4<sup>e</sup> Questions diverses.

Les Groupes ne pouvant faire le déplacement sont priés de se prononcer par écrit.

**Grenoble.** — Permanence les mercredis, 20 h. 30, au Bar de l'Expo, rue de Strasbourg. Renseignements et brochures.

**Lyon.** — (Groupe Libre-Examen). — Réunion le 29 juin à 10 h., au 60, rue Saint-Martin. Présence indispensable. Le 30 juin, à 10 h., suite et fin de la causerie sur les Indes : « Gandhi, prophète d'un syndicalisme jeune ? », par Chéry.

**Lyon-Vaise.** — Réunion du groupe jeudi 19 juin, 20 h. 30, Café Luboz, place de l'Ally, petite salle.

**Saint-Fons.** — Conférence le vendredi 20 juin à 20 h. 30, au Café des Mûriers, avec Prost et Layon : « Les anarchistes et la question sociale ». Pour tous renseignements, voir Movero, 11, rue Pasteur.

**Saint-Etienne.** — Réunions les jeudis, à 20 h., 5, rue de la Barre au fond de la cour.

11<sup>e</sup> REGION

**Cahors.** — S'adresser à Constant André, 10, rue Saint-Barthélemy.

**Toulouse.** — Groupe Bien-Etre et Liberté. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis, 21 h., 4, rue de Belfort (2<sup>e</sup>).

**Toulouse.** — Groupe F. Pelloutier. — Tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis du mois, 21 h., Café des Sports, boulevard de Strasbourg.

12<sup>e</sup> REGION

**Corroissanne.** — Ecrire à Carré, 5, rue des Chasseurs, Corroissanne.

**Beziers.** — Causeries-discussions tous les mercredis (sauf le dernier de chaque mois), à 20 h. 30, Café Continental, allées Paul-Hugues.

17<sup>e</sup> REGION

**Cannes.** — Réunions tous les mercredis, 21 h., arrière-salle des Mûriers, 38, rue de Mimont (par l'Impasse). Bibliothèque, brochures.

**Fédération locale de Marseille.** — Permanence, 12 rue Pavillon, 3<sup>e</sup> étage, tous les jours de 18 h. à 20 h. 30, mercredi et dimanche. Assemblée générale jeudi 26 juin, à 20 h., au Bar Artistique, 8, cours Joseph-Thierry. Présence indispensable.

Ordre du jour : 1<sup>er</sup> Rapport moral et financier ; 2<sup>e</sup> Vente des journaux ; 3<sup>e</sup> Propositions ; 4<sup>e</sup> Jeunes Anarchistes ; 5<sup>e</sup> Questions diverses.

**Nice.** — Réunions tous les vendredis à 20 h. 30, au Bar Diehl, 10, rue Bonaparte. Renseignements et adhésions voir Constant, 6, rue Diderot.

**Salon.** — Réunions tous les mercredis à 21 h., au bar des Allées de Craponne, salle du 1<sup>er</sup> étage. Correspondance : G. Morand, 10, rue de la République, Salon.

**Toulon.** — Réunions tous les samedis à 18 h., chez Diné, 36, rue Augustin-Dumas ; permanence tous les jours de 18 à 20 h., même adresse.

## GENEVE

**Groupe du Réveil Anarchiste.** — Nous avons les camarades et amis auxquels nous envoyons ce journal que l'interception qui a eu lieu, est due au zèle d'un fonctionnaire, stalinien fanatique, séjournant à Genève. Une enquête est actuellement en cours ; nous en publierons le résultat ici-même. Nous espérons désormais en service régulier.

D'autre part, nous prions les camarades et amis auxquels nous faisons le service du Lib. et qui désirent le recevoir à l'avenir, régulièrement, de bien vouloir s'acquitter de leur abonnement auprès du camarade Carlat Jean, chemin de Joinville, 4, Colombin.

Nous les avisons qu'en raison de la réorganisation du franc, nous nous voyons obligés de porter le prix de l'abonnement à 12 fr. l'an, 6 fr. pour six mois et 3 fr. pour trois mois. Qu'ils veulent bien s'en acquitter dans les quinze jours, passé ce délai, il ne leur sera plus fait de service gratuit.

## CERCLE DES ETUDIANTS

SEANCE DU 26 JUIN, à 20 h. 30

Hôtel des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris (10<sup>e</sup>)

Les Problèmes Economiques et Sociaux Solutions anarchistes

Renseignements, adhésions : adresse précitée.

# LE SYNDICALISME

## DANS L'ELECTRO-METALLURGIE

### Duperie des primes de rendement

Pour éviter l'inflation monétaire, le gouvernement socialiste ne permet une augmentation des salaires que si le taux de la production s'est élevé. C'est ce qu'on appelle prime de rendement, ou de production.

Les communistes, avec leurs fidèles domestiques les cégétistes, embobinent le pas derrière M. Ramadier, suivi par tous les autres partis et les syndicats chrétiens.

Les industriels et tout le Patronat font chorus : c'est donc l'union parfaite sur ce point entre le capitalisme et la politique, quelle que soit sa couleur, entre les « patrons de combat » et les inénarrables marxistes.

Il peut sembler aux esprits superficiels que la ligne de conduite ainsi approuvée, quand elle est appliquée, est inattaquable. La nation ne peut que gagner à éviter une augmentation fiduciaire provenant d'une élévation des salaires que, seules, les mauvaises conditions économiques qui frappent les salariés, ordonnent d'accomplir sans retard, mais que la stabilité de la production réproverait. La lutte du cœur contre le cerveau, des sentiments contre la froide raison, s'étale ici sans parvenir à protéger.

L'argumentation qui consiste à faire profiter péniblement les salariés d'une hausse de la production, séduit un certain nombre d'individus, car elle semble logique et rationnelle, ne souffrant, semble-t-il, d'aucune critique positive.

Or il n'en est rien !...

L'ILLUSOIRE PRIME ET LES TROP REELS SACRIFICES

La règle n'est, ne peut être, sans exception. Et les exceptions sont tellement nombreuses qu'elles brouillent carrément toutes les données du problème. Vouloir les énumérer toutes serait fastidieux. Il nous paraît donc préférable d'user de notre méthode coutumière : l'exemple, qui joint à une brève explication l'avantage d'être personnel, donc plus attrayant pour le lecteur.

La « Société pour le travail électrique des métaux » (T.E.M.), selon les termes du bilan proposé à l'acceptation de ses actionnaires, a communiqué l'existence d'un programme de modernisation et de rationalisation de ses usines dans le but d'augmenter sa capacité de production actuelle de 40 % « environ, en abaissant en même temps les prix de revient ».

La première prévision est fort agréable pour les ouvriers de l'entreprise et, suit bien les coutumes

actuelles concernant la prime de production. Avec cette augmentation de 40 % on fait espérer une élévation en rapport du salaire, justifiant la faveur dont jouit ladite prime auprès des travailleurs.

Malheureusement la deuxième prévision, si elle ne supprime radicalement les bénéfices de la première, les réduisant dans de notables proportions. Car dans l'abaissement des prix de revient, la marge du salaire entre pour une part considérable, tout chef d'entreprise ne l'ignore. Il s'ensuivra donc une baisse des taux de la prime au nom des sacrifices communs, tant évoqués en ce moment.

BENEFICES ET SALAIRES

Car pour réaliser les conditions propres à ces 40 % prévus, la T.E.M. prévoit, entre autres, « la construction d'une usine moderne pour la fabrication des accumulateurs alcalins, la modernisation de la fabrication des accumulateurs au plomb, et l'extension des ateliers consacrés à la fabrication de transformateurs pour lesquels un terrain de 25.000 mètres carrés a été acheté ».

Toutes ces transformations et ces achats coûtent cher. Ils nécessitent emprunts et augmentation du capital social. Les dépenses prévues sur trois années entraîneront des débours de plus de 140 millions de francs.

Il faudra donc augmenter le bénéfice total qui aura à rémunérer de nouveaux et nombreux actionnaires auxquels s'ajoutera le revenu fixe, qui rétribue les porteurs d'obligations, ces prêteurs providentiels. Or, dans notre régime actuel, le profit passe inéluctablement avant les salaires.

C'est ici qu'il est plus facile de s'approprier au marché du travail qu'au marché du capital. Les ouvriers se recrutent plus aisément, poussés par des conjonctures impérieuses et déterminantes, que les capitaux, prudents, méfiants, avides et prêts à abandonner l'entreprise au moindre soupçon d'une défaillance de la « rentabilité ».

Pour les enchaîner au sort de l'entreprise, il faut les gaver sans cesse de succulentes dividendes. Ce ne peut être, évidemment, qu'au détriment du salaire.

REFORMES ET REVOLUTION

Que les ouvriers de la T.E.M. soient donc convaincus que durant ces trois années d'agrandissements, ils ne toucheront pas une prime équivalente à l'augmentation de

leur production. L'argument est simple : la hausse de la production sera produite exclusivement par les transformations opérées et non par une augmentation de la valeur productive du salarié. De plus, l'amortissement financier exigera l'établissement d'une réserve spéciale, prise en définitive sur la prime de rendement, comme chez Renault. Enfin l'appel aux capitaux, nouveaux et indispensables, impose forcément l'augmentation massive du bénéfice total.

Que devient alors dans tout ceci, cette pauvre et effacée petite prime à la production ? Pareille œuvre de l'économie, fardeau désagréable de l'entreprise, objet de tous les dédains et de tous les maux, on la relèguera dans un coin quelconque, où elle sera vite oubliée.

Il n'en peut être autrement dans ce régime égoïste et féroce. Toutes les réformes, toutes les améliorations, toutes les avances que le capitalisme est contraint de donner sous la pression de circonstances contraires à son intérêt, sont reprises aussitôt que les conjonctures lui apparaissent favorables. Mais cet exemple cent, entre mille, réfutant l'illusion décevante des réformes incomplètes, place sur son véritable terrain matériel, la seule réalité qui puisse donner au monde du travail, le confort et la liberté auxquels il aspire : la Révolution sociale, mère de l'Anarchie.

Marcel LEPOUL.

# RÉUNIONS

## PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

### F. A. F.

## PREMIERE REGION :

TOURNEE ARISTIDE LAPEYRE (\*)

● AMIENS, Salle municipale, 89, mail Albert-1<sup>er</sup>, le vendredi 20 juin, à 20 h. 30

● BOULOGNE-SUR-MER, Salle des Levat, le lundi 23 juin, à 20 h. 30

● DUNKERQUE, Salle des Pompiers, rue Fort-Saint-Louis, le samedi 21 juin, à 20 h. 30

Il sera traité un sujet brûlant d'actualité

## DEUXIEME REGION :

● PARIS-CENTRE, 47, rue de la Victoire (Chaussée d'Antin), le vendredi 20 juin, à 20 h. 30

Maurice JOYEUX, Docteur EUBE

Les Anarchistes devant les problèmes actuels et la Révolution sociale

● PARIS-V, Hôtel des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, le jeudi 26 juin, à 20 h. 30

Problèmes économiques et sociaux. Solutions anarchistes

● PARIS-XIX, Chope du Combat, place Cl.-Fabien, le vendredi 27 juin, à 20 h. 30

CHERY

L'égalité économique

● PARIS-XX, Salle des Prévoyants, 279, rue des Pyrénées, le vendredi 20 juin, à 20 h. 30

Le Fédéralisme libertaire

● ROMAINVILLE, Salle Vagueresse, pl. des Trois-Communes, le vendredi 27 juin, à 20 h. 30

Les Anarchistes et les problèmes actuels

## TROISIEME REGION :

● MESNIL-SUR-OGRE, Salle des Fêtes du Mesnil-sur-Ogre, le dimanche 29 juin, à 18 h.

Les Anarchistes et les problèmes actuels

## HUITIEME REGION :

● SAINT-FONS, Café des Mûriers, à Saint-Fons, le vendredi 20 juin, à 20 h. 30

PROST et LAVOREZ

Les Anarchistes et les questions sociales

## DOUZIEME REGION :

● MARSEILLE, Bar Artistique, 8, cours Joseph-Thierry, le jeudi 19 juin, à 19 h.

CARLOS

L'Actualité vue par les Anarchistes

le jeudi 3 juillet, à 19 h.

J. ROUMILHAC

Les Problèmes économiques vus par les consommateurs

# C. N. T.

## PREMIERE UNION REGIONALE :

● ROUEN.

le samedi 28 juin, à 20 h. 30

FEUILLET et JUHEL

La C.N.T. et les problèmes économiques

## DEUXIEME UNION REGIONALE :

● GOUSSAINVILLE, Hôtel de France, le dimanche 29 juin, à 10 h.

Notre C.N.T., son action, son but

## SIXIEME UNION REGIONALE :

● AGDE, Bourse du Travail, le dimanche 22 juin, à 10 h.

A. MIRANDE

Pourquoi nous avons constitué la C.N.T.

## TREIZIEME UNION REGIONALE :

● LILLE.

le samedi 21 juin, à 20 h. 30

JUHEL

Pourquoi nous avons constitué la C.N.T.



# C. N. T.

## Confédération Nationale du Travail

47, RUE DE LA VICTOIRE, PARIS-9<sup>e</sup>

METRO CHAUSSEE D'ANTIN

OU LE PELETIER

Permanence tous les jours

de 9 h. à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures,

sauf le dimanche.

Fédération des travailleurs du rail. —

Le bureau fédéral invite les camarades che-

ministes, sympathisants de province qui

approuvent l'action de notre jeune confédé-

ration pour un syndicalisme indépendant,

et de combat à se joindre à nous en

s'adressant au siège de la Fédération des

travailleurs du rail, 39, rue de la Tour-

d'Auvergne, Paris (11<sup>e</sup>).

Syndicat des Métaux. — Permanence

tous les jours, de 18 à 19 heures, 30, rue

Piat (Métro : Couronnes et Pyrénées).

Réunion générale samedi 2 juin, à 14

heures, 30, rue de la République, rue de

Montreuil, angle rue Tison (Métro : Faidherbe-  
Chaligny).

Syndicat du Bois et Ameublement. — Per-

manence tous les vendredis à 18 h. 30, salle

Boussière, 170, fg. Saint-Antoine, Paris-12<sup>e</sup>

2. Syndicat du Livre-Papier-Carton. — Per-

manence tous les samedis à 18 h. 30, Café

3 bis, rue Piat.

COMITÉS INTERSYNDICAUX

ET UNION REGIONALES

Versailles. — S'adresser à Besnier Hen-

ri, 66 impasse Nungesser-et-Coli, Versailles.

Rehoboth. — S'adresser à M. L. L. L. L. L.

Villejuif. — Tous les dimanches, de

9 heures à 12 heures, Café des Sports,

rue de Fontainebleau, 10, Paris-17<sup>e</sup>.

Asnières. — Permanence le mardi, 18

h. 30 à 19 h. 30, Café « Les Bleuets », 18

h. 30, boulevard Voltaire, Paris-11<sup>e</sup>.

Aulnay-sous-Bois. — Permanence tous

les dimanches, de 9 heures à midi, au

Café du Petit-Cyprès, 10, rue de la

Republique, Paris-93.

Argenteuil. — Permanence, 47, rue de

Paris, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois,

de 10 heures à 12 heures.

Goussainville. — Permanence tous les 2<sup>e</sup>

samedis dimanche du mois à l'Hôtel de

France, 10, rue de la République, Paris-93.

Paris. — Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser

provisoirement à E. Meche, 3, rue de

l'Écluse, Courbevoie.

Charente. — Permanence 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> di-

manches du mois, 3, place